Nations Unies A/55/925

Assemblée générale

Distr. générale
2 mai 2001
Français
Original: anglais

Cinquante-cinquième session
Point 134 de l'ordre du jour
Financement de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental

Rapport sur l'exécution du budget de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental pour la période du 1er décembre 1999 au 30 juin 2000

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent document contient le rapport sur l'exécution du budget de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) pour la période du 1er décembre 1999 au 30 juin 2000. L'Assemblée générale, par sa résolution 54/246 B du 7 avril 2000, a ouvert un crédit d'un montant brut de 350 millions de dollars (montant net : 341 084 300 dollars) pour la période, comprenant le montant de 200 millions de dollars autorisé par sa résolution 54/246 A du 23 décembre 1999.

Les dépenses au cours de cette période se sont élevées à un montant total brut de 292 010 000 dollars (montant net : 287 968 200 dollars), ce qui laisse un solde inutilisé d'un montant brut de 57 990 000 dollars (montant net : 53 116 100 dollars).

Le solde inutilisé est essentiellement imputable au retard dans le déploiement du personnel international, qui a eu pour conséquence un taux élevé de vacance de postes, ainsi qu'à des dépenses moindres au titre des opérations aériennes et inférieures aux prévisions aux rubriques Services collectifs de distribution, Construction/bâtiments préfabriqués, Matériel de communications et Transport du matériel appartenant aux contingents.

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au titre du financement de la Mission sont énoncées au paragraphe 17 du présent rapport.

01-35789 (F) 120501 150501

Table des matières

		Paragraphes	Page
I.	Introduction	1–6	3
II.	Généralités	7–11	4
III.	Exécution du budget pour la période du 1er décembre 1999 au 30 juin 2000	12–13	5
IV.	Application de l'article IV du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies	14–16	6
V.	Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre à sa cinquante-cinquième session	17	7
Annexes			
I.	Exécution du budget pour la période du 1er décembre au 30 juin 200 : tableau récapitulatif		8
II.	Renseignements complémentaires sur les principaux écarts		10
III.	Déploiement prévu et effectif du personnel militaire et du personnel civil pour la période du 1er décembre 1999 au 30 juin 2000		20
IV.	Montants répartis et dépenses pour la période du 1er décembre 1999 au 30 juin 2000		23

I. Introduction

1. Par sa résolution 1272 (1999) du 25 octobre 1999, le Conseil de sécurité a créé l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) pour une période initiale allant jusqu'au 31 janvier 2001.

2. Le Secrétaire général, dans son rapport du 29 novembre 1999 (A/54/236/Add.1), a demandé l'autorisation de contracter des engagements de dépenses d'un montant de 205,4 millions de dollars et de mettre ce montant en recouvrement auprès des États Membres, afin de faire face aux besoins les plus pressants de l'ATNUTO, en attendant que des prévisions de dépenses détaillées soient présentées à l'Assemblée générale.

3. Par sa résolution 54/246 A du 23 décembre 1999, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant maximum de 200 millions de dollars au titre du fonctionnement de la Mission. Par la même résolution, elle a décidé de répartir la totalité de ce montant entre les États Membres.

4. Le Secrétaire général a présenté un projet de budget détaillé pour l'établissement et le fonctionnement de l'ATNUTO pendant la période du 1er décembre 1999 au 30 juin 2000 (document A/54/769 du 7 mars 2000), dont le montant total brut s'élevait à 386 341 400 dollars (montant net : 377 425 700 dollars), comprenant le montant de 200 millions de dollars que l'Assemblée générale avait déjà autorisé. Ce budget avait été établi sur la base du déploiement progressif de l'effectif autorisé de 200 observateurs militaires, 8 950 membres des contingents (compte tenu du transfert de troupes de la Force internationale au Timor oriental (INTERFET) au mois de février 2000), 1 640 membres de la police civile (y compris deux unités de réaction rapide et une unité de police maritime) et un effectif civil comprenant 1 185 membres du personnel international, 13 administrateurs recrutés sur le plan national, 1 892 agents locaux et 486 Volontaires des Nations Unies.

5. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, au paragraphe 42 de son rapport du 17 mars 2000 sur le financement de l'ATNUTO (A/54/804), a recommandé à l'Assemblée générale d'ouvrir un crédit d'un montant de 350 millions de dollars pour la période du 1er décembre 1999 au 30 juin 2000, ce montant incluant celui de 200 millions de dollars qu'elle avait déjà autorisé par sa résolution 54/246 A. En outre, le Comité consultatif a recommandé à l'Assemblée de mettre en recouvrement par répartition entre les États Membres un montant de 150 millions de dollars pour la période du 1er décembre 1999 au 30 juin 2000, en tenant compte du montant de 200 millions de dollars déjà mis en recouvrement auprès des États Membres en vertu de la résolution 54/246 A.

6. L'Assemblée générale, par sa résolution 54/246 B du 7 avril 2000, a ouvert un crédit d'un montant brut de 350 millions de dollars (montant net : 341 084 300 dollars) pour l'établissement et le fonctionnement de l'ATNUTO pendant la période du 1er décembre 1999 au 30 juin 2000, comprenant le montant de 200 millions de dollars autorisé par sa résolution 54/246 A. Le solde du montant total du crédit ouvert a été mis en recouvrement auprès des États Membres.

II. Généralités

7. On trouvera des informations concernant les activités de l'ATNUTO et la situation sur le terrain pendant la période considérée dans les rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité datés des 4 octobre 1999 (S/1999/1024), 26 janvier 2000 (S/2000/53) et 8 février 2000 (S/2000/53/Add.1) et dans ses lettres des 29 décembre 1999 (S/1999/1294) et 25 janvier 2000 (S/2000/62).

8. Pendant la période considérée, l'ATNUTO a été établie en tant qu'opération pluridimensionnelle intégrée devant, en consultation étroite avec les Est-Timorais, assurer au Timor oriental une administration transitoire en s'attachant essentiellement à renforcer les capacités locales tout en organisant et en supervisant la mise en place d'institutions d'auto-administration démocratiques provisoires capables de fournir des services publics de base et d'assurer pleinement l'administration de la justice. En outre, l'ATNUTO a été chargée de superviser la fourniture et la coordination de l'aide humanitaire et de l'aide d'urgence au relèvement, ainsi que d'assurer la sécurité et maintenir l'ordre public dans tout le territoire.

9. Au cours de cette période, l'exécution du budget s'est particulièrement ressentie des taux élevés de vacance de postes parmi le personnel civil. Comparé au taux de vacance projeté de 30 % tant pour le personnel international que pour le personnel local, les taux effectifs ont été de 60 % et 40 % respectivement. L'insuffisance des effectifs du personnel international a limité l'efficacité de l'appui apporté par l'administration de la mission, et retardé l'acheminement de l'appui logistique vers les différents secteurs de la mission, en particulier au niveau du district. Du fait de l'insuffisance des effectifs de l'Administration transitoire du Timor oriental, il a fallu faire appel à des consultants pour assurer les fonctions gouvernementales spécialisées. Il a fallu faire preuve du plus grand soin lorsqu'on a procédé au recrutement pour pourvoir les 13 postes autorisés d'administrateur recruté sur le plan national, pour éviter de créer par inadvertance des déséquilibres du fait de la différence de rémunération entre les fonctionnaires travaillant pour l'Administration transitoire du Timor oriental et ceux employés par l'ATNUTO.

10. La réduction des opérations des hélicoptères et avions a aussi beaucoup influé sur l'exécution du budget. Du fait de la forte sous-utilisation des crédits à cette rubrique, on a mis beaucoup plus de temps à identifier les gouvernements et/ou les fournisseurs commerciaux dont le matériel répondait aux spécifications techniques de la mission. Subséquemment, la mission a ramené le nombre d'hélicoptères qu'il lui fallait de 24 à 22 pendant l'exercice financier 2000-2001.

11. Il convient de replacer les écarts notables entre les hypothèses sur lesquelles on avait fondé l'établissement du budget et les dépenses effectives de la période, et le solde inutilisé qui en est résulté (57,9 millions de dollars, soit 16,6 % du budget approuvé), dans le contexte suivant: l'ATNUTO a été mise en place dans les quelques mois qui ont suivi l'établissement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). Au cours de la même période, ont aussi été autorisées les activités préliminaires de démarrage de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC). Toute cette suite rapide d'événements a sévèrement mis à l'épreuve les capacités du Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat, ainsi que celles des différentes administrations des missions sur le terrain, de répondre aux besoins de ces missions pluridisciplinaires complexes. Certes, le budget initial de l'ATNUTO a été

formulé sur la base des premiers plans et études techniques et compte tenu du transfert à l'ATNUTO du personnel civil et militaire ainsi que des avoirs matériels de la Mission des Nations Unies au Timor oriental (MINUTO), mais il a fallu, au cours de l'exécution des activités de l'ATNUTO pendant la période, ajuster les prévisions concernant les ressources nécessaires à la Mission compte tenu de la façon dont l'opération s'est déroulée au départ et des besoins initiaux. Les ajustements voulus ont été apportés au budget pour l'exercice financier en cours (2000/01) sur la base du schéma initial des dépenses et de l'expérience acquise.

III. Exécution du budget pour la période du 1er décembre 1999 au 30 juin 2000

12. Comme indiqué au tableau 1 ci-dessous, les dépenses imputées sur les crédits d'un montant total brut de 350 millions de dollars (montant net : 341 084 300 dollars) ouverts pour la période du 1er décembre 1999 au 30 juin 2000 se sont élevées, en chiffres bruts, à 292 010 000 dollars (montant net : 287 968 200 dollars), y compris 159 717 700 dollars d'engagements non réglés. Le solde inutilisé d'un montant brut de 57 990 000 dollars (montant net : 53 116 100 dollars) qui en résulte représente, en chiffres bruts, environ 16,6 % du montant des crédits ouverts. On trouvera à l'annexe I du présent rapport des informations par rubrique budgétaire sur l'exécution du budget pendant la période considérée, et à l'annexe II des renseignements complémentaires sur les écarts importants. L'annexe IV présente sous forme de graphique les montants répartis et les dépenses effectives, par grande catégorie.

Tableau 1
Montants répartis et dépenses effectives
(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	*Montant réparti*	*Dépenses*[a]	*Écart*
Personnel militaire	99 981,4	98 689,6	1 291,8
Personnel civil	85 365,9	62 967,7	22 398,2
Dépenses opérationnelles	154 853,8	125 699,5	29 154,3
Autres programmes	883,2	611,4	271,8
Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi	–	–	–
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	–	–	–
Contributions du personnel	8 915,7	4 041,8	4 873,9
Montant brut des ressources nécessaires	**350 000,0**	**292 010,0**	**57 990,0**
Recettes provenant des contributions du personnel	(8 915,7)	(4 041,8)	(4 873,9)
Montant net des ressources nécessaires	**341 084,3**	**287 968,2**	**53 116,1**
Contributions volontaires en nature budgétisées	–	–	–
Contributions volontaires en nature non budgétisées	–	–	–
Total des ressources	**350 000,0**	**292 010,0**	**57 990,0**

[a] Y compris les engagements non réglés (159 717 700 dollars).

13. On trouvera des renseignements sur le déploiement du personnel civil et militaire pendant la période considérée au tableau 2 ci-dessous et à l'annexe III.

Tableau 2
Effectifs autorisés, effectifs déployés et taux de vacance de postes du personnel civil et militaire pendant la période du 1er décembre 1999 au 30 juin 2000

Catégorie de personnel	*Effectif autorisé*	*Effectif déployé (moyenne)*	*Taux de vacance de postes (en pourcentage)*
Observateurs militaires	200	190	5
Contingents	8,950	5,496	39
Police civile	1,640	860	48
Personnel international	1,185	474	60
Administrateurs, recrutés sur le plan local	13	–	100
Personnel local	1,892	1,139	40
Volontaires des Nations Unies	486	211	57

IV. Application de l'article IV du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies

14. Dans un rapport présenté à l'Assemblée générale à sa trente-troisième session (A/C.5/33/45) sur le Fonds d'urgence des Nations Unies et la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FUNU/FNUOD), le Secrétaire général avait notamment indiqué que les sommes dues aux gouvernements qui fournissent des contingents ne pouvaient toutes être réglées dans le délai prévu à l'article 4.3 du Règlement financier. Ce type de situation continue d'exister dans le cadre des opérations de maintien de la paix. En conséquence, l'Assemblée générale a, au fil des ans, adopté des arrangements spéciaux en vertu desquels les crédits nécessaires pour régler les sommes dues aux États qui fournissent des contingents et/ou un appui logistique à la mission restent utilisables au-delà de la période prévue par les articles 4.3 et 4.4 du Règlement financier.

15. Dans le cas de l'ATNUTO, comme dans ceux de la FUNU/FNUOD et d'autres missions de maintien de la paix plus récentes, dont la Mission des Nations Unies en République centrafricaine (MINURCA), des montants sont actuellement engagés qui seront nécessaires pour régler les demandes de remboursement des États (au titre des indemnisations en cas de décès ou d'invalidité, du matériel appartenant aux contingents et du soutien autonome) qui n'ont pas encore été présentées.

16. Il est donc proposé d'appliquer à l'ATNUTO des arrangements spéciaux concernant l'article IV du Règlement financier analogues à ceux qui sont prévus à l'annexe de la résolution 53/238 de l'Assemblée générale, en date du 8 juin 1999, relative à la MINURCA :

a) À l'expiration de la période de 12 mois prévue à l'article 4.3 du Règlement financier, tout engagement non liquidé de l'exercice considéré concernant des marchandises livrées et des services fournis par des gouvernements, pour lesquels une demande de remboursement a été présentée ou un taux de remboursement a été

établi, sera comptabilisé comme somme à payer, cette somme à payer demeurant comptabilisée comme telle au compte spécial jusqu'à ce que le paiement ait été effectué;

b) i) Tous autres engagements non liquidés de l'exercice en question, contractés envers des gouvernements, qui concernent des marchandises livrées et des services fournis, ainsi que tous autres engagements contractés envers des gouvernements, qui n'ont pas encore donné lieu à la présentation des demandes de remboursement requises, demeureront valables pour une période supplémentaire de quatre ans suivant la période de 12 mois prévue à l'article 4.3 du Règlement financier;

ii) Les montants correspondant aux demandes de remboursement reçues pendant cette période de quatre ans seront comptabilisés, selon qu'il conviendra, comme prévu à l'alinéa a) ci-dessus;

iii) À l'expiration de la période supplémentaire de quatre ans, tout engagement non liquidé sera annulé et le solde de tous crédits conservés à cette fin sera annulé.

V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre à sa cinquante-cinquième session

17. En ce qui concerne le financement de l'ATNUTO, l'Assemblée générale est appelée à :

a) **Décider de l'affectation du solde inutilisé d'un montant brut de 57 990 000 dollars (montant net : 53 116 100 dollars) pour la période du 1er décembre 1999 au 30 juin 2000**;

b) **Décider d'appliquer à l'ATNUTO les arrangements spéciaux concernant l'article IV du Règlement financier, tels qu'énoncés en détail au paragraphe 16 ci-dessus**.

Annexe I

Exécution du budget pour la période du 1er décembre 1999 au 30 juin 2000 : tableau récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	*(1)* *Montants répartis*[a]	*(2)* *Dépenses non renouvelables*	*(3)* *Montant total des dépenses (y compris les dépenses non renouvelables)*	*(4)=(1)-(3)* *Écart*
I. Personnel militaire				
1. Observateurs militaires	4 574,2	–	4 610,1	(35,9)
2. Contingents	62 328,9	–	61 005,8	1 323,1
3. Autres dépenses afférentes au personnel militaire				
a) Matériel appartenant aux contingents	16 306,8	–	18 916,8	(2 610,0)
b) Soutien autonome	15 264,6	–	12 650,0	2 614,6
c) Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	1 506,9	–	1 506,9	–
Total partiel, rubrique 3	**33 078,3**	**–**	**33 073,7**	**4,6**
Total, catégorie I	**99 981,4**	**–**	**98 689,6**	**1 291,8**
II. Personnel civil				
1. Police civile	20 135,0	–	20 173,0	(38,0)
2. Personnel international et personnel local	57 857,1	–	36 582,7	21 274,4
3. Volontaires des Nations Unies	7 373,8	–	6 212,0	1 161,8
4. Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–	–
5. Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Total, catégorie II	**85 365,9**	**–**	**62 967,7**	**22 398,2**
III. Dépenses opérationnelles				
1. Locaux/hébergement	23 935,1	10 646,7	21 476,6	2 458,5
2. Remise en état des infrastructures	2 990,0	–	3 310,4	(320,4)
3. Transports	19 592,8	14 280,8	19 162,4	430,4
4. Opérations aériennes	37 400,2	622,9	18 310,6	19 089,6
5. Opérations navales	600,0	–	492,1	107,9
6. Transmissions	24 175,7	17 983,6	22 144,0	2 031,7
7. Matériel divers	16 699,0	15 649,3	15 746,2	952,8
8. Fournitures et services	5 461,0	–	5 154,1	306,9
9. Fret aérien et de surface				
a) Transport du matériel appartenant aux contingents	19 100,0	–	12 959,4	6 140,6
b) Fret et camionnage par les soins d'entreprises privées	4 900,0	–	6 943,7	(2 043,7)
Total partiel, rubrique 9	**24 000,0**	**–**	**19 903,1**	**4 096,9**
Total, catégorie III	**154 853,8**	**59 183,3**	**125 699,5**	**29 154,3**

Catégorie de dépenses	(1) Montants répartis[a]	(2) Dépenses non renouvelables	(3) Montant total des dépenses (y compris les dépenses non renou-velables)	(4)=(1)-(3) Écart
IV. Autres programmes				
1. Fournitures et services liés aux élections	–	–	–	–
2. Programmes d'information	883,2	258,5	611,4	271,8
3. Programmes de formation	–	–	–	–
4. Programmes de déminage	–	–	–	–
5. Aide au désarmement et à la démobilisation	–	–	–	–
Total, catégorie IV	**883,2**	**258,5**	**611,4**	**271,8**
V. Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	–	–	–	–
VI. Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	–	–	–	–
VII. Contributions du personnel	**8 915,7**	–	**4 041,8**	**4 873,9**
Total brut, catégories I à VII	**350 000,0**	**59 441,8**	**292 010,0**	**57 990,0**
VIII. Recettes provenant des contributions du personnel	**(8 915,7)**	–	**(4 041,8)**	**(4 873,9)**
Total net, catégories I à VIII	**341 084,3**	**59 441,8**	**287 968,2**	**53 116,1**
IX. Contributions volontaires en nature budgétisées	–	–	–	–
X. Contributions volontaires en nature non budgétisées	–	–	–	–
Total des ressources	**350 000,0**	**59 441,8**	**292 010,0**	**57 990,0**

[a] Sur la base des crédits ouverts par l'Assemblée générale dans sa résolution 54/246 B.

Annexe II

Renseignements complémentaires sur les principaux écarts

Personnel militaire

Montant réparti : 99 981 400 dollars; dépenses : 98 689 600 dollars; écart : 1 291 800 dollars

1. Le solde inutilisé de 1 291 800 dollars à cette rubrique s'explique par le retard accusé dans le déploiement des contingents et des unités de police constituées (1 323 100 dollars) et par des dépenses moins élevées que prévu au titre du soutien autonome (2 614 600 dollars), contrebalancées par des dépenses supplémentaires au titre des observateurs militaires (35 900 dollars) et du matériel appartenant aux contingents (2 610 000 dollars).

Observateurs militaires

Montant réparti : 4 574 200 dollars; dépenses : 4 610 100 dollars; écart : (35 900 dollars)

2. Les dépenses supplémentaires de 35 900 dollars à cette rubrique s'expliquent essentiellement par le nombre plus élevé que prévu de voyages (296 contre 50) au titre du relèvement de 25 observateurs. Le coût réel par voyage s'est élevé 1 150 dollars au lieu des 2 500 dollars prévus dans le budget.

Contingents

Montant réparti : 62 328 900 dollars; dépenses : 61 005 800 dollars; écart : 1 323 100 dollars

3. Le solde inutilisé de 1 323 100 dollars à cette rubrique est dû essentiellement au retard accusé au départ dans le déploiement des soldats et des unités de police civile constituées. Il en est ainsi résulté des montants non utilisés au titre des remboursements aux gouvernements aux taux standard, des rations, de l'indemnité journalière et de l'indemnité d'habillement et d'équipement.

4. Les montants prévus pour les remboursements aux gouvernements aux taux standard, l'indemnité journalière et l'indemnité d'habillement et d'équipement ont été calculés sur la base d'un total de 38 100 mois-homme pour assurer le transfert des contingents provenant de la Force internationale au Timor oriental (INTERFET) et le déploiement progressif de soldats supplémentaires pour la période de février à juin 2000. Du fait des retards accusés au départ et des effectifs moyens inférieurs déployés pendant la période, il a fallu en réalité 36 521 mois-homme, ce qui a engendré des soldes inutilisés à ces rubriques.

5. Des économies ont également été réalisées au titre des rations, du fait du retard accusé dans le déploiement et de la réduction du nombre moyen de soldats déployés pendant la période. Alors qu'il était prévu 12,50 dollars par personne par jour pour les rations, le coût réel s'est élevé à 12,75 dollars par personne par jour, les rations étant fournies sur la base de lettres d'attribution pour la période allant jusqu'en avril 2000 et d'un contrat passé avec une société privée pour la période de mai à juin 2000.

6. Le solde inutilisé a été partiellement contrebalancé par des dépenses supplémentaires dues aux coûts plus élevés des voyages au titre du déploiement de 2 869 membres des contingents. Alors qu'il était prévu 900 dollars par personne, le coût réel par voyage a été de 3 188 dollars par personne pour 196 officiers qui ont utilisé des vols commerciaux et de 1 539 dollars par personne pour le déploiement de 2 673 soldats et le rapatriement de 67 autres par des vols affrétés.

Autres dépenses afférentes au personnel militaire

Montant réparti : 33 078 300 dollars; dépenses : 33 073 700 dollars; écart : 4 600 dollars

7. Le solde inutilisé de 4 600 dollars à cette rubrique est dû au fait que les dépenses au titre du soutien autonome ont été moindres que prévu, en raison du retard accusé dans le déploiement des contingents. Toutefois, ce montant a été presque entièrement contrebalancé par les dépenses supplémentaires au titre du matériel appartenant aux contingents, compte tenu des mémorandums d'accord conclus avec des gouvernements qui fournissent des contingents.

Personnel civil

Montant réparti : 85 365 900 dollars; dépenses : 62 967 700 dollars; écart : 22 398 200 dollars

8. Le solde inutilisé de 22 398 200 dollars à cette rubrique est dû au fait que les dépenses au titre du personnel international et du personnel local (21 274 400 dollars) et des Volontaires des Nations Unies (1 161 800 dollars) ont été moins élevées, les économies réalisées étant contrebalancées par des dépenses supplémentaires au titre de la police civile (38 000 dollars).

Police civile

Montant réparti : 20 135 000 dollars; dépenses : 20 173 000 dollars; écart : (38 000 dollars)

9. Sur la base du déploiement progressif des effectifs autorisés de 1 350 membres de la police civile (non compris 290 membres des unités constituées), le Secrétaire général avait estimé à 21 347 700 dollars les dépenses au titre de l'indemnité de subsistance (missions). Cependant, cette estimation a été revue à la baisse de 25 %, ce qui a donné un montant de 16 126 800 dollars, afin de réaliser la réduction générale que l'Assemblée générale a appliquée au projet de budget de l'ATNUTO proposé par le Secrétaire général, dont le montant brut passe de 386,3 millions de dollars à 350 millions de dollars. En tenant compte de l'ajustement apporté au montant réparti, les dépenses effectives de 17 199 200 dollars au titre de l'indemnité de subsistance (missions) traduisent un dépassement de 1 072 400 dollars. Ce dépassement a été en grande partie contrebalancé par les soldes inutilisés au titre des frais de voyage et de l'indemnité d'équipement étant donné que le coût des voyages et le nombre de personnes qui ont effectué un tour de service de six mois ont été moins élevés.

Personnel international et personnel local

Montant réparti : 57 857 100 dollars; dépenses : 36 582 700 dollars; écart : 21 274 400 dollars

10. Le solde inutilisé de 21 274 400 dollars à cette rubrique s'explique essentiellement par des taux de vacance de poste plus élevés pour le personnel international, soit 60 % contre 30 % prévus dans le budget. Parmi les facteurs qui ont contribué aux taux de vacance plus élevés, on peut citer : a) l'exercice financier relativement court de sept mois eu égard à la durée moyenne du processus de recrutement qui est de trois mois; b) le manque de logements, de moyens de transport et d'autres services de base appropriés dans la zone de la mission, ce qui a entravé un déploiement plus rapide du personnel; c) le manque d'agents qualifiés ayant l'expérience nécessaire pour le lancement d'une mission; et d) les vacances de poste à la Division de l'administration qui ont encore contribué au retard pris dans le recrutement du personnel dans les domaines fonctionnels de la mission.

11. Le taux de vacance de poste moyen réel pour le personnel local au cours de la période considérée a été de 40 % (taux prévu de 30 %).

12. Pour la raison indiquée au paragraphe 9 ci-dessus, aucun des 13 postes d'administrateur recruté sur le plan national n'a été pourvu pendant la période considérée.

13. Le solde inutilisé à cette rubrique a été partiellement contrebalancé par des dépenses supplémentaires non prévues de 215 700 dollars au titre des frais de voyage et des services de 78 consultants spécialisés dans les divers domaines de la gouvernance et de l'administration publique. Des dépenses non prévues d'un montant de 526 000 dollars ont également été engagées pour la main-d'oeuvre journalière dans la zone de la mission pour fournir un appui logistique au début de la mise en place de la mission.

14. Alors qu'il était prévu un montant de 700 000 dollars, les dépenses réelles au titre des voyages se sont élevées à 964 900 dollars. Le dépassement (264 900 dollars) s'explique par : a) la participation du personnel de l'ATNUTO et du Département des opérations de maintien de la paix à des conférences de donateurs tenues à Tokyo en décembre 1999 [y compris la participation de représentants du Conseil national de la résistance timoraise (CNRT)] et à Lisbonne en juin 2000 (129 100 dollars); b) le voyage de huit fonctionnaires composant l'équipe d'aide à la sélection du personnel de police civile aux Fidji, au Ghana, au Kenya, au Niger, au Nigéria, en Thaïlande et au Zimbabwe pour sélectionner des observateurs de la police civile (39 500 dollars); c) le financement ponctuel, selon la pratique établie, des voyages de certains participants à la réunion du Groupe de travail de la phase V sur le remboursement du matériel appartenant aux contingents en janvier 2000 (13 100 dollars); et d) la participation du personnel de l'ATNUTO à des cours de formation dans divers domaines à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (45 300 dollars).

15. Le dépassement au titre des frais de voyage du personnel s'explique par des dépenses plus élevées engagées pour le voyage des représentants spéciaux adjoints et d'autres hauts fonctionnaires de l'ATNUTO dans des pays de la région, qui se sont établies à 109 700 dollars au lieu des 31 200 dollars prévus dans le budget. En outre, les dépenses au titre des frais de voyage du personnel de la Division de l'administration et de la logistique des missions (Département des opérations de

maintien de la paix) pour la planification, les consultations politiques, l'appui administratif, l'assistance technique, les achats et l'appui logistique se sont élevées à 371 400 dollars, ce qui est supérieur au montant de 52 200 dollars prévu dans le budget.

Volontaires des Nations Unies

Montant réparti : 7 373 800 dollars; dépenses : 6 212 000 dollars; écart : 1 161 800 dollars

16. Le solde inutilisé de 1 161 800 dollars à cette rubrique est dû au retard pris dans le déploiement des Volontaires des Nations Unies et donc au nombre réduit de Volontaires déployés pendant la période considérée. Le taux de vacance de poste moyen réel a été de 57 % au lieu des 15 % prévus dans le budget. Cependant, les dépenses effectives enregistrées sont plus élevées car les obligations non réglées comprennent les ressources réservées aux Volontaires qui n'avaient pas été déployés pendant la période considérée.

Dépenses opérationnelles

Montant réparti : 154 853 800 dollars; dépenses : 125 699 500 dollars; écart : 29 154 300 dollars

17. Le solde inutilisé de 29 154 300 dollars à cette rubrique s'explique par les dépenses moins élevées que prévu au titre des locaux/hébergement (2 458 500 dollars), des transports (430 400 dollars), des opérations aériennes (19 089 600 dollars), des opérations navales (107 900 dollars), des transmissions (2 031 700 dollars), du matériel divers (952 800 dollars), des fournitures et services (306 900 dollars) et du fret aérien et de surface (4 096 900 dollars), qui ont été partiellement contrebalancées par des dépenses supplémentaires au titre de la remise en état des infrastructures (320 400 dollars).

Locaux/hébergement

Montant réparti : 23 935 100 dollars; dépenses : 21 476 600 dollars; écart : 2 458 500 dollars

18. Le solde inutilisé de 2 458 500 dollars à cette rubrique est dû essentiellement aux dépenses moins élevées que prévu au titre de la construction de locaux/bâtiments préfabriqués. Comme prévu dans le budget, 720 bâtiments Kobe (383 unités K3 et K6 et 337 unités D6) ont été acquis à un coût unitaire réel moyen de 4 270 dollars au lieu du coût unitaire estimatif de 10 083 dollars, y compris le fret. En outre, des économies ont également été réalisées car seulement 3 des bureaux des douanes et de l'immigration ont été construits (dans le port de Dili) sur les 10 prévus et, après examen, la préparation du site d'hébergement des 200 soldats en transit à Dili et à Baucau et des héliports à Dili et dans les postes régionaux n'avait plus été jugée nécessaire. Du fait du nombre inférieur d'agents de la Section du génie déployés, certains projets prévus n'ont pu être exécutés pendant la période considérée, ce qui a permis de réaliser des économies au titre de l'aménagement et de la rénovation des locaux. Des économies ont été également réalisées au titre des services d'entretien en raison des dépenses moindres afférentes aux services contractuels car la plupart des services, notamment les services d'entretien réguliers

et préventifs ainsi que les services d'entretien des systèmes de climatisation, d'aération et de chauffage, étaient assurés par le personnel de l'ATNUTO.

19. Le solde inutilisé à cette rubrique a été partiellement contrebalancé par des dépenses supplémentaires au titre de la location de locaux (2 743 800 dollars), du fait de retards pris et d'erreurs enregistrées au titre des recettes diverses provenant du recouvrement de la part du personnel de l'ATNUTO dans le coût de la location (54,50 dollars par personne par jour) des deux navires ayant servi à l'hébergement à titre temporaire. Les dépenses réelles engagées pour les fournitures d'entretien se sont élevées à 1 700 100 dollars, soit 150 000 dollars de plus que le montant prévu (1 550 100 dollars). Des dépenses d'un montant de 910 100 dollars ont été effectuées au titre des fournitures et du matériel destinés à l'aménagement et à la rénovation des locaux, le solde ayant trait aux fournitures d'entretien normal.

Remise en état des infrastructures

Montant réparti : 2 990 000 dollars; dépenses : 3 310 400 dollars; écart : (320 400 dollars)

20. Les dépenses supplémentaires de 320 400 dollars à cette rubrique s'expliquent par des dépenses réelles plus élevées engagées pour la réparation des principales routes de desserte et par les dépenses nécessaires à l'amélioration de la piste d'atterrissage de Suai, ces dernières n'ayant pas été prévues au moment de l'établissement du budget.

Transports

Montant réparti : 19 592 800 dollars; dépenses : 19 162 400 dollars; écart : 430 400 dollars

21. Le solde inutilisé de 430 400 dollars à cette rubrique est dû à différents facteurs. D'une part, des économies ont été réalisées car le coût réel de certains véhicules mais aussi du carburant et de l'assurance a été moindre que prévu, moins de véhicules ayant été utilisés pendant la période considérée. Le montant prévu a été calculé sur la base du transfert de 535 véhicules de la Mission des Nations Unies au Timor oriental (MINUTO) et de l'achat de 653 véhicules, soit une flotte totale de 1 188 véhicules. Pendant la période considérée, 415 véhicules ont été transférés de la MINUTO et 675 ont été achetés, soit une flotte totale de 1 090 véhicules. Cependant, à la fin de l'exercice financier, 216 véhicules qui avaient été achetés n'avaient pas encore été livrés, ce qui a réduit le nombre de véhicules à 874.

22. D'autre part, des dépenses supplémentaires de 682 700 dollars ont été engagées pour la réparation et l'entretien de 259 véhicules transférés de la MINUTO et qui avaient été endommagés pendant les hostilités de 1999. Des dépenses supplémentaires de 85 100 dollars ont été également engagées pour la location de véhicules en vue de satisfaire les besoins de transport de la Mission en attendant la livraison de nouveaux véhicules. Les économies réalisées au titre des carburants et lubrifiants ont été partiellement contrebalancées par les dépenses au titre du carburant pour groupes électrogènes.

Opérations aériennes

Montant réparti : 37 400 200 dollars; dépenses : 18 310 600 dollars; écart : 19 089 600 dollars

23. Le solde inutilisé de 19 089 600 dollars à cette rubrique s'explique par des dépenses moins élevées que prévu au titre des hélicoptères (15 291 500 dollars), des avions (3 891 300 dollars) et de l'indemnité de subsistance des équipages (14 200 dollars), qui ont été partiellement contrebalancées par des dépenses supplémentaires à la rubrique Autres dépenses (107 400 dollars).

24. Le solde inutilisé de 15 291 500 dollars au titre des hélicoptères est dû au fait que 5 des 24 hélicoptères prévus (3 hélicoptères commerciaux de transport et 2 hélicoptères commerciaux lourds) n'ont pas été déployés et que le coût réel de la location et de l'affrètement de 12 autres hélicoptères [7 hélicoptères militaires légers (4 Alouette III et 3 Bell 206), 4 hélicoptères militaires moyens (HUH-1H) et 1 hélicoptère commercial moyen (Bell 212 AME)] a été moins élevé que prévu.

25. Des économies ont été également réalisées au titre du nombre d'heures de vol des hélicoptères (4 477 au lieu de 10 940), qui a représenté 41 % du nombre total prévu. Des économies ont été aussi réalisées du fait des dépenses moindres engagées pour le carburant, celles-ci ayant toutefois été partiellement contrebalancées par les dépenses au titre du carburant pour avions. Le solde inutilisé au titre du déploiement/retrait s'explique par le fait qu'il n'a pas été nécessaire d'engager des dépenses pour les hélicoptères qui avaient été précédemment déployés dans le cadre de l'INTERFET et qui se trouvaient déjà dans la zone de la mission.

26. Cependant, les montants inutilisés ont été partiellement contrebalancés par les dépenses engagées au titre de la location et de l'affrètement de deux hélicoptères militaires (1 Lama léger et 1 MI-26 lourd) pour les besoins opérationnels de la mission, qui n'avaient pas été prévues dans le budget. Les dépenses supplémentaires au titre de la peinture/préparation concernent le déploiement de nouveaux hélicoptères tandis que les dépenses supplémentaires au titre de l'assurance responsabilité et de l'assurance responsabilité et risques de guerre concernent les dépenses réelles engagées pour les hélicoptères militaires et commerciaux, au taux de 13 500 dollars et de 4 000 dollars par hélicoptère par an respectivement.

27. Le solde inutilisé de 3 891 300 dollars au titre des avions s'explique par le retard pris dans le déploiement et le coût réel moindre de la location et de l'affrètement de trois avions (1 avion léger et 2 avions moyens). Si des ressources ont été prévues pour le déploiement de ces avions pendant la période de sept mois allant de décembre 1999 à juin 2000, l'avion léger n'a été déployé qu'en avril 2000 et les deux moyens à la fin de février 2000. Alors qu'il était prévu 2 700 dollars par heure de base et 900 dollars par heure supplémentaire pour l'avion léger, le coût réel de l'affrètement a été de 1 967 dollars par heure de base et de 756 dollars par heure supplémentaire. En ce qui concerne les deux avions moyens, le coût réel a été de 2 053 dollars par heure de base pour 50 heures par avion par mois au lieu des montants prévus qui étaient de 4 500 dollars par heure de base pour 60 heures et de 1 100 dollars par heure supplémentaire par avion par mois.

28. Des économies ont été réalisées du fait du nombre moins élevé d'heures réelles de vol (1 289), soit 39 % du nombre total d'heures prévues (3 325). Les économies au titre du carburant s'expliquent essentiellement par le fait que le coût du carburant a été pris en compte à la rubrique Hélicoptères.

29. Le solde inutilisé au titre de l'indemnité de subsistance des équipages s'explique par des dépenses moins élevées que prévu pour les séjours des équipages pendant les voyages officiels.

30. Le solde inutilisé au titre de cette rubrique a été partiellement contrebalancé par des dépenses supplémentaires (107 400 dollars) au titre des droits d'atterrissage et des services de manutention au sol à l'aéroport international de Darwin.

Opérations navales

Montant réparti : 600 000 dollars; dépenses : 492 100 dollars; écart : 107 900 dollars

31. Le solde inutilisé de 107 900 dollars à cette rubrique s'explique essentiellement par les dépenses moins élevées engagées au titre de la location/affrètement de deux navires fournis en vertu de lettres d'attribution. Alors qu'il était prévu un montant de 480 000 dollars pour ces deux navires, les dépenses réelles se sont élevées à 129 000 dollars au cours de la période allant de février au 30 juin 2000.

32. Cependant, ces économies ont été partiellement contrebalancées par des dépenses réelles plus élevées engagées pour la location auprès d'entreprises privées d'engins de débarquement. Alors qu'il était prévu un montant de 120 000 dollars pour 30 jours de location, les dépenses réelles se sont élevées à 292 800 dollars pour la location d'un navire pour 56 jours et d'un autre selon que de besoin. Des dépenses supplémentaires de 70 300 dollars ont également été engagées pour la location, pendant la période de trois mois allant du 1er mars au 31 mai 2000, d'un chaland devant fournir une aire de débarquement supplémentaire au port de Dili, dépenses qui n'avaient pas été prévues lors de l'établissement du budget.

Transmissions

Montant réparti : 24 175 700 dollars; dépenses : 22 144 000 dollars; écart : 2 031 700 dollars

33. Le solde inutilisé de 2 031 700 dollars à cette rubrique s'explique principalement par le fait qu'à l'exception de deux systèmes multiplexes reliés, aucun matériel UHF n'a été acheté car l'examen de l'infrastructure de communication de l'ATNUTO a indiqué qu'un réseau VHF renforcé suffirait pour les besoins de la mission. Des économies ont également été réalisées car le fret concernant le matériel de transmissions (1 980 000 dollars), qui a été enregistré au titre du fret et camionnage par les soins d'entreprises privées, n'a pas été pris en compte. En outre, des économies ont été enregistrées au titre des communications par réseaux commerciaux en raison de la réduction de la part de l'ATNUTO dans la location du répéteur mondial et des frais d'utilisation des terminaux INMARSAT.

34. Cependant, le solde inutilisé a été partiellement contrebalancé par des dépenses supplémentaires engagées pour l'achat de matériel téléphonique et de matériel de satellite supplémentaires, dont le coût unitaire dans certains cas a été plus élevé que prévu. Des dépenses supplémentaires de 791 400 dollars ont été également engagées pour les pièces de rechange et les fournitures en vue de l'entretien de l'infrastructure du réseau (services prévus en vertu d'une lettre d'attribution) ainsi que par l'enregistrement par erreur d'un montant de 247 100 dollars pour l'achat de 150 ordinateurs.

Matériel divers

Montant réparti : 16 699 000 dollars; dépenses : 15 746 200 dollars; écart : 952 800 dollars

35. Le solde inutilisé de 952 800 dollars à cette rubrique s'explique d'une part par les dépenses moins élevées engagées pour le mobilier de bureau, le matériel d'observation, les citernes à essence et débitmètres, les citernes à eau et fosses septiques, le matériel médical et dentaire et le matériel de réfrigération, du fait en grande partie du transfert du matériel connexe de la MINUTO et du retard accusé dans la mise en place des infirmeries de l'ATNUTO.

36. D'autre part, des dépenses supplémentaires de 3 244 500 dollars ont été engagées pour le matériel informatique. À mesure que la mission achevait son installation, il était apparu que les montants prévus initialement pour la période ne suffiraient pas pour couvrir les dépenses que la mission doit consacrer à son infrastructure. C'est ainsi qu'au lieu du montant prévu pour l'achat de 1 500 ordinateurs personnels, 300 ordinateurs portatifs et 40 serveurs, les dépenses réelles ont porté sur l'achat de 2 400 ordinateurs personnels, 500 ordinateurs portatifs et 75 serveurs. En outre, l'équipement nécessaire à un réseau local (359 700 dollars), un système d'appoint (102 600 dollars) et divers logiciels (286 000 dollars) ont été achetés, dépenses qui n'avaient pas été prévues lors de l'établissement du budget.

37. Des dépenses supplémentaires de 1 967 400 dollars ont également été engagées pour des groupes électrogènes. Alors qu'il était prévu initialement d'acheter 75 nouveaux groupes électrogènes pour la mission, ce sont en fait 261 groupes électrogènes de diverses capacités qui ont été achetés compte tenu des besoins opérationnels révisés pendant l'installation des locaux de l'ATNUTO dans la zone de la mission.

38. Des dépenses supplémentaires de 191 700 dollars au titre du matériel divers ont été également engagées étant donné que le coût du matériel de réfrigération a été enregistré à cette rubrique.

Fournitures et services

Montant réparti : 5 461 000 dollars; dépenses : 5 154 100 dollars; écart : 306 900 dollars

39. Le solde inutilisé de 306 900 dollars à cette rubrique concerne les services divers (213 100 dollars) et les fournitures diverses (93 800 dollars).

40. Le solde inutilisé au titre des services divers (213 100 dollars) s'explique par des dépenses moins élevées engagées pour les services et traitements médicaux en raison du nombre inférieur de membres du personnel militaire et civil et par le fait qu'il n'y a pas eu de dépenses au titre de la vérification des comptes, aucune vérification externe des comptes n'ayant été effectuée pendant la période considérée.

41. Cependant, ces économies ont été partiellement contrebalancées par des dépenses supplémentaires engagées pour les services contractuels en raison du coût réel plus élevé des services d'enlèvement d'ordures, des services de blanchisserie et de coiffure pour le personnel militaire et d'autres services. Si les dépenses réelles engagées pour les services du génie ont été moins élevées que prévu, les économies réalisées ont plus qu'été contrebalancées par des dépenses d'un montant de 1 602 000 dollars qui n'étaient pas inscrites au budget et qui ont été engagées pour

les services du personnel technique recruté sous contrat au titre de l'appui en matière de technologie de l'information et de la communication. Du fait du retard pris dans le déploiement du personnel civil, il a fallu recourir aux services de ce personnel contractuel pour mettre en place les moyens de communication et l'infrastructure informatique de la mission.

42. Le solde inutilisé a également été partiellement contrebalancé par des dépenses non prévues engagées pour les services de sécurité du bureau de Darwin (79 200 dollars), les droits de licence pour les systèmes Sun, Progen et Reality (15 800 dollars) et les dépenses de représentation liées aux visites des Présidents indonésien et portugais. On a également enregistré des dépenses plus élevées concernant les frais bancaires et d'autres services divers.

43. Le solde inutilisé de 93 800 dollars au titre des fournitures diverses s'explique par les dépenses moins élevées engagées pour la papeterie et les fournitures de bureau en raison du nombre inférieur de membres du personnel militaire et civil déployés et par les dépenses moins élevées engagées pour les fournitures pour la défense des périmètres, étant donné que ces fournitures avaient précédemment été fournies aux contingents au titre du soutien autonome pendant le transfert de l'INTERFET à l'ATNUTO. Les économies réalisées au titre des accessoires d'uniformes, drapeaux et autocollants s'expliquent par le fait qu'on a puisé dans les stocks de la Base de soutien logistique à Brindisi. Les dépenses moins élevées au titre des cartes opérationnelles s'expliquent par le fait qu'on disposait de cartes fournies précédemment au personnel de l'INTERFET.

44. Le solde inutilisé a été partiellement contrebalancé par des dépenses supplémentaires au titre des fournitures médicales, étant donné que le coût des vaccins, de la prophylaxie du paludisme et des fournitures médicales consomptibles a été plus élevé. Les dépenses supplémentaires au titre de l'intendance et des magasins sont dues à une augmentation des dépenses engagées pour le gaz butane, les fournitures de police et les fournitures de médecine légale.

Fret aérien et de surface

Montant réparti : 24 000 000 dollars; dépenses : 19 903 100 dollars; écart : 4 096 900 dollars

45. Le solde inutilisé de 4 096 900 dollars à cette rubrique s'explique par des dépenses moins élevées engagées pour le transport du matériel appartenant aux contingents, étant donné qu'une partie de ce matériel avait été précédemment déployée pour l'INTERFET. Des économies ont été également réalisées en raison des coûts réels inférieurs du transport du matériel supplémentaire appartenant aux contingents en provenance du Bangladesh, du Chili, de la Jordanie, du Népal, du Pakistan et du Portugal.

46. Cependant, ces économies ont été partiellement contrebalancées par des dépenses supplémentaires de 2 043 700 dollars au titre du fret et camionnage par les soins d'entreprises privées en rapport avec le transport de fournitures jusqu'à la zone de la mission et par le coût du fret du matériel de transmissions et autre matériel d'un montant de 2 249 500 dollars.

Autres programmes

Programmes d'information

Montant réparti : 883 200 dollars; dépenses : 611 400 dollars; écart : 271 800 dollars

47. Le solde inutilisé de 271 800 dollars à cette rubrique s'explique par le retard pris dans le déploiement du personnel civil, qui a retardé la mise en place de programmes d'information. En conséquence, le montant prévu pour le matériel, les fournitures et accessoires et les services contractuels n'a pas été entièrement utilisé.

Contributions du personnel

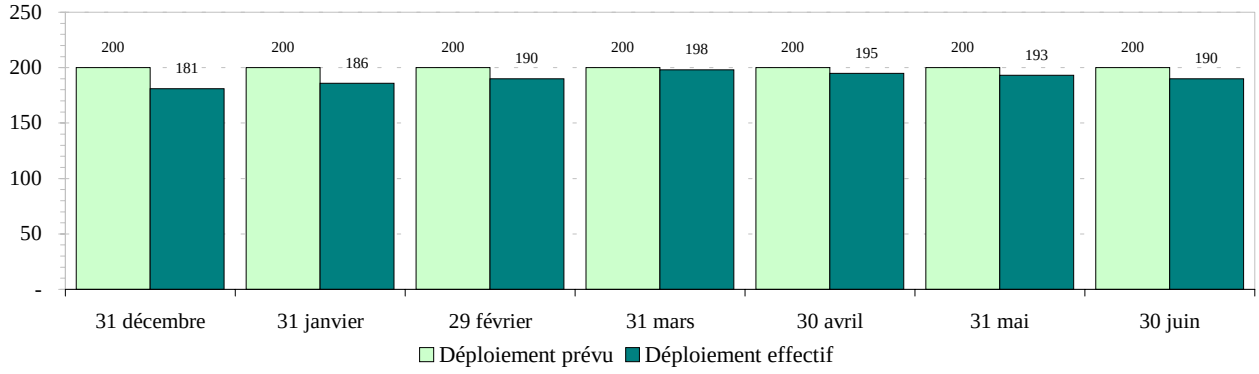
Montant réparti : 8 915 700 dollars; dépenses : 4 041 800 dollars; écart : 4 873 900 dollars

48. Le solde inutilisé de 4 873 900 dollars à cette rubrique s'explique par les taux de vacance de poste plus élevés que prévu pour le personnel tant international que local au cours de la période considérée.

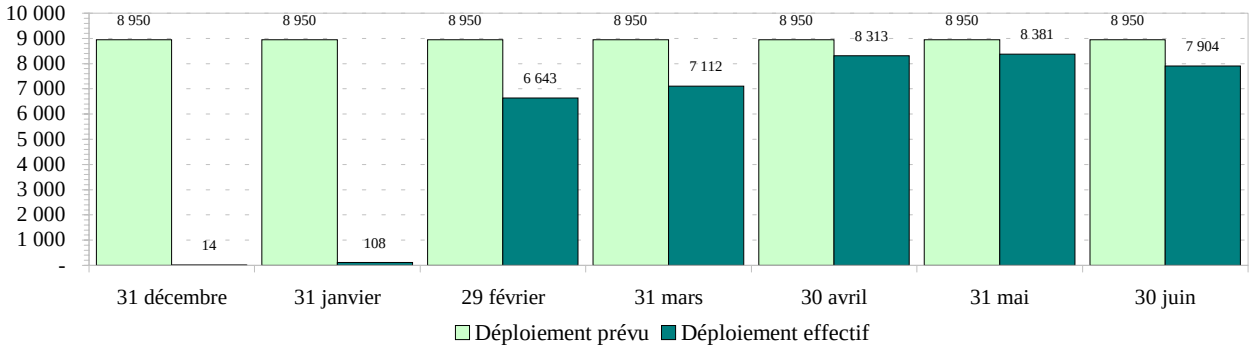
Annexe III

Déploiement prévu et effectif du personnel militaire et du personnel civil pour la période du 1er décembre 1999 au 30 juin 2000

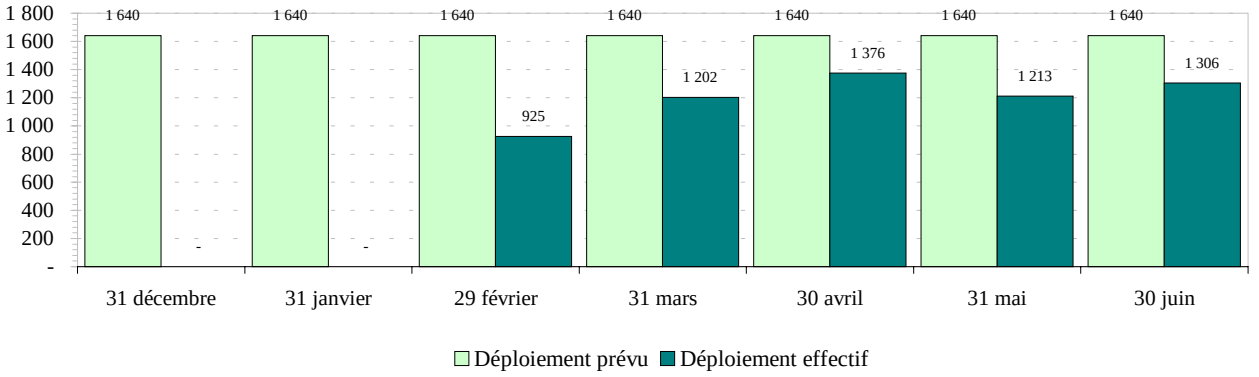
1. Observateurs militaires



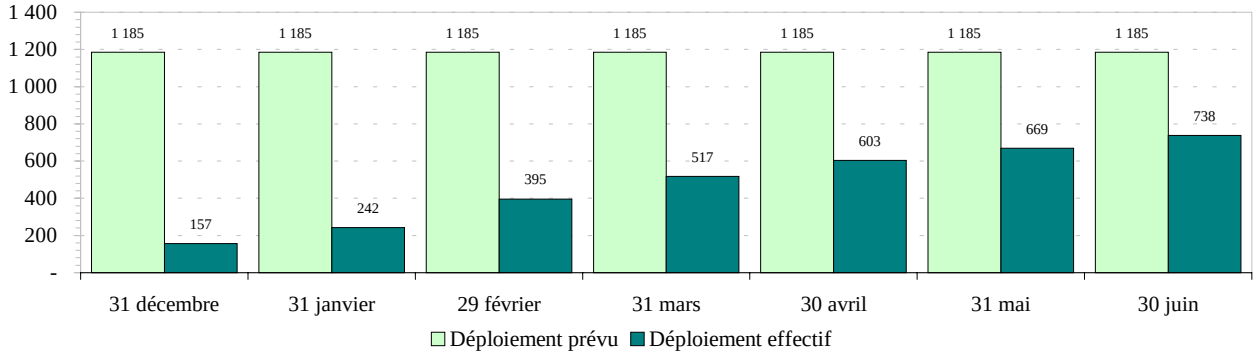
2. Contingents militaires



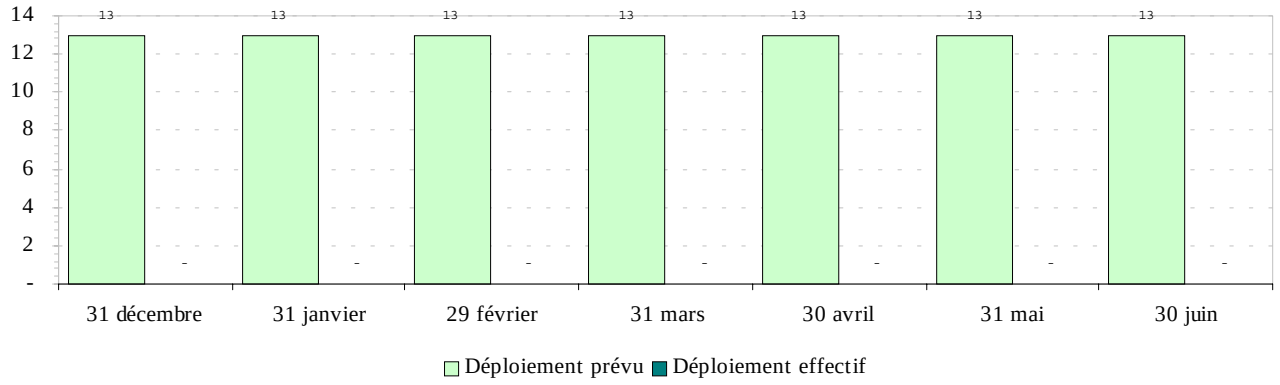
3. Police civile



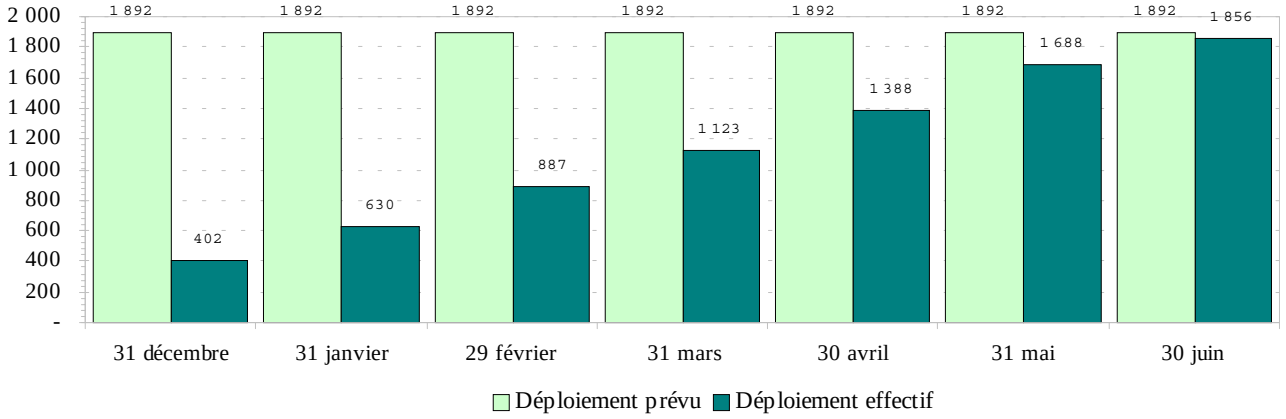
4. Personnel international



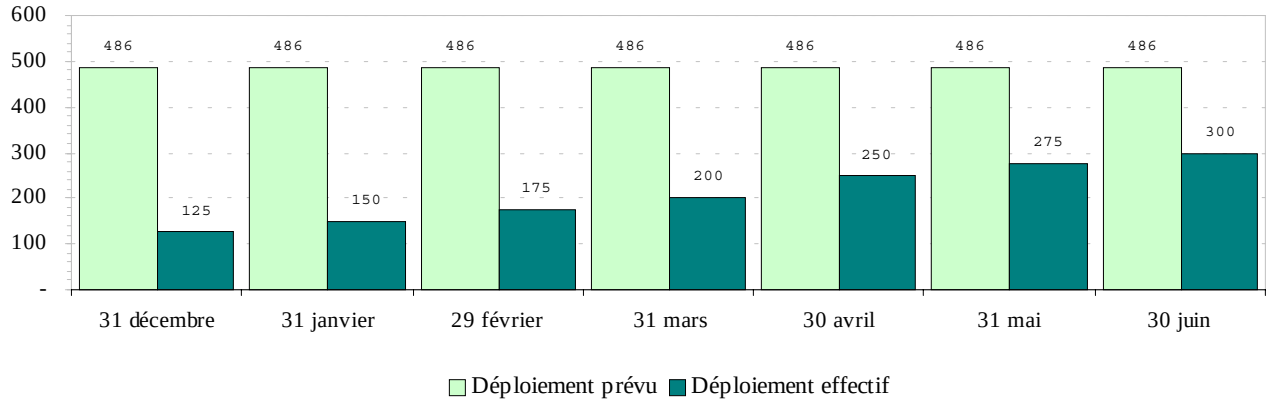
5. Administrateurs recrutés sur le plan national



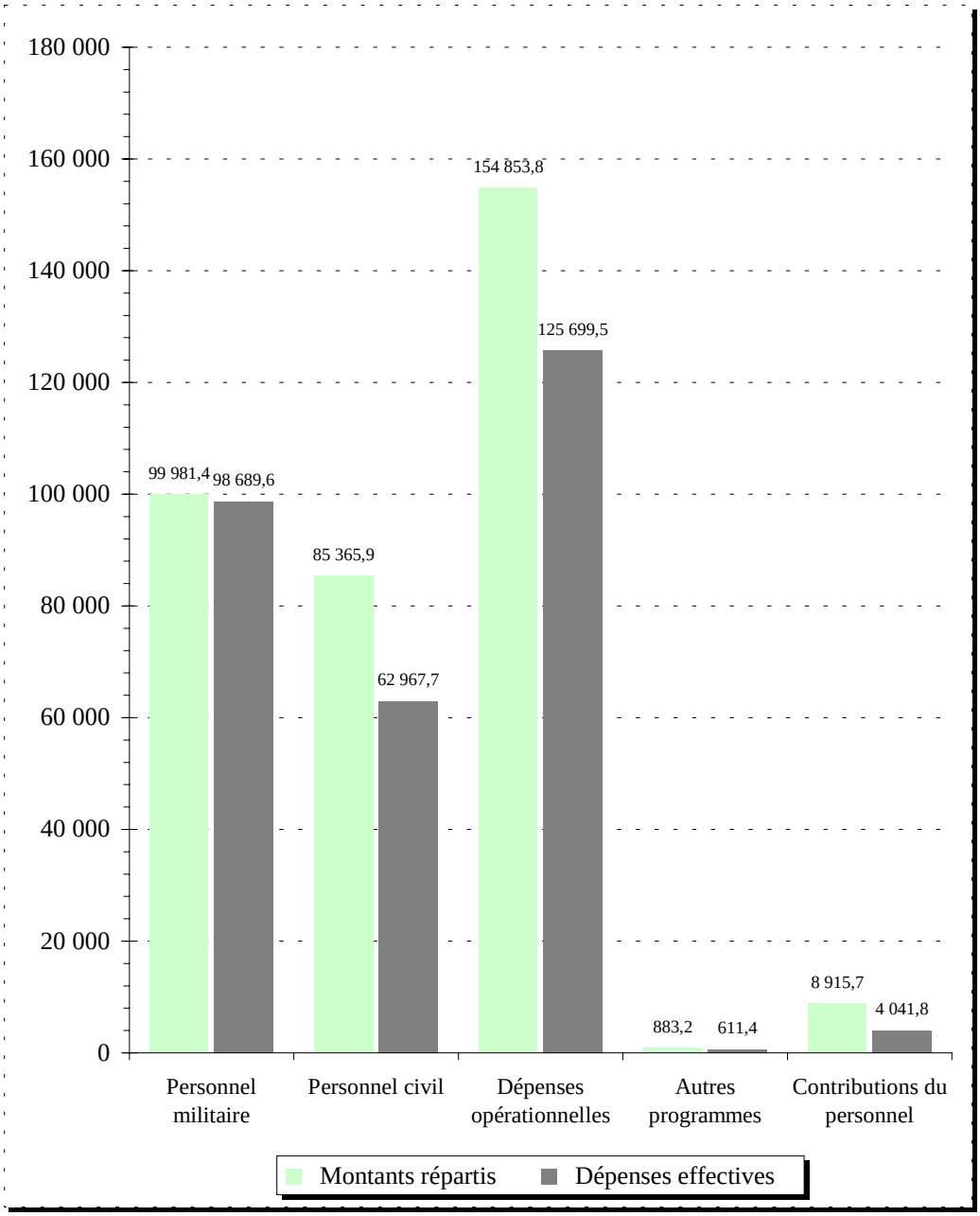
6. Personnel local



7. Volontaires des Nations Unies



Annexe IV

Montants répartis et dépenses pour la période du 1er décembre 1999 au 30 juin 2000

(En milliers de dollars des États-Unis)